

l'Ontario, il y a quelque temps, et des journaux de l'Ouest ont dit que ses déclarations constituaient un très fort plaidoyer contre l'immigration. Quoiqu'il en soit, croyez que la vérité nous rendra libre et pour ce motif, si je puis bien faire comprendre à la population de l'Est le véritable état de choses qui existe, dans l'Ouest, je n'aurai pas parlé en vain.

L'honorable député de Winnipeg-Nord (M. McMurray) a déclaré qu'aujourd'hui, l'agriculture n'est pas une occupation lucrative. Un grand nombre de membres ont exprimé un sentiment identique, ici même. Je ne puis que souscrire à ce qu'on a déjà dit à ce propos. Je connais intimement 500 familles de cultivateurs, au moins et je veux dire sans exagération, qu'au cours des deux dernières années, il ne s'est pas trouvé 5 p. 100 de ces familles auxquelles la culture de leur ferme ait laissé des profits.

Au moment où je prenais le train pour Ottawa, un homme y montait et la conversation s'engagea entre nous sur les conditions actuelles. Il me dit: "J'ai réellement payé l'année dernière ou il y a deux ans, \$11,000 de plus que je n'ai reçu. Cette année j'ai fait presque la même chose, ayant payé environ \$10,000." Si l'on considère qu'il possède un outillage dont la valeur représente environ \$140,000, ne portant aucun intérêt et qu'il n'a pas reçu un sou de gain pour administrer cette grande entreprise, l'on commence à bien comprendre l'état de chose sérieux qui existe dans le Nord-Ouest canadien. Quant à la plupart de ces 500 familles, celles qui détenaient une demi-concession de terre en culture ont perdu en moyenne et chacun sans exception, des montants variant de \$800 à \$2,000. Je n'entends pas dire, monsieur l'Orateur, que ces gens sont incompetents. Nous avons la plus belle population qu'on peut trouver, au Canada. Elle est intelligente, industrielle et économe. Elle a donné des preuves indiscutables de son patriotisme et nous n'avons rien à lui reprocher.

Quant au sol même, je crois qu'il fera vivre son homme mais seulement à la condition qu'on trouve le moyen de rendre l'agriculture payante au Nord-Ouest.

Je pourrais continuer sur ce ton et ajouter de détails pénibles. Je ne veux pas traiter très longuement ce sujet, mais, au cours de ma carrière, j'ai visité des foyers où l'on comptait des familles de cinq et sept personnes logées dans deux chambres ayant beaucoup de difficultés à vivre avec un peu

[M. Lewis.]

de farine à manger et un peu de charbon pour se chauffer. Je puis dire sincèrement sans crainte d'être démenti, que dans un rayon de huit milles de ma maison, au moins de douze à vingt familles auraient infailliblement péri, n'eussent été les secours des sociétés de charité des environs. Cet état de chose n'est pas de nature à engager les immigrants à venir au Canada et il appartient, à ce parlement de le modifier par une législature qui rende l'agriculture payante. C'est là tout ce que nous demandons, aujourd'hui.

J'observe aussi que le discours du trône mentionne que la guerre ne nous a pas épargné ses souffrances. Nous ne nous attendions pas à échapper à ce malaise. Nous savions que notre peuple canadien était prêt à supporter ce fardeau et à participer à ce grand conflit armé et il a accepté le sacrifice avec courage dans le but d'assurer la victoire à l'univers.

En même temps on dit aussi que ceux qui ont bien observé notre pays sont optimistes et que nous pouvons nous attendre à un regain de prospérité dans un avenir rapproché. Je me demande si le Gouvernement a bien sondé la situation et si, ayant découvert le mal, il va adopter les mesures législatives propres à rétablir cette vitalité et cette prospérité qui sont tant à désirer. Voilà, évidemment ce que nous avons à étudier. Mais la prospérité, le bonheur et le contentement ne sont pas des feux follets qu'on peut saisir dans un moment d'enthousiasme; ils sont le résultat de saines lois économiques, et quand ces lois seront mises en action, la prospérité nous reviendra tout naturellement, comme deux et deux font quatre, et pas autrement. Je me suis demandé si le Gouvernement, en rédigeant ce passage du discours du trône, avait pris en considération les intérêts agricoles de l'ensemble du Canada, en même temps que les intérêts des grands centres industriels.

Je passe maintenant à la question du chômage. C'est un très grave problème et je n'approuve pas tout à fait ce qui est dit à ce sujet dans le discours du trône. Je suis d'avis que le gouvernement fédéral a autant de responsabilité que les gouvernements provinciaux et les municipalités dans lesquelles se trouvent les chômeurs; la raison en est que l'immigration est une question du domaine fédéral. C'est la nation tout entière qui est responsable de l'entrée des immigrants dans le pays. Certes, je ne veux pas dire que tous les gens sans travail aujourd'hui sont des émi-